

ALAA EL ASWANY

Le Syndrome de la dictature

essai traduit de l'anglais
par Gilles Gauthier

ACTES SUD

SOMMAIRE

Préface	7
1. Le syndrome.....	11
2. Les symptômes du syndrome de la dictature.....	25
3. L'émergence du bon citoyen.....	37
4. La théorie du complot.....	49
5. La propagation de l'état d'esprit fasciste	61
6. Le démantèlement du milieu intellectuel.....	81
7. La dictature et les facteurs prédisposant au terrorisme.....	103
8. Le développement du syndrome.....	125
9. La prévention du syndrome de la dictature.....	155
<i>Remerciements</i>	167
<i>Notes</i>	169

PRÉFACE

J'ai fait il y a quelques années la connaissance de Barbara Schwepcke qui me fut présentée par Mark Linz. Ce cher ami aujourd'hui disparu était directeur des éditions de l'université américaine du Caire. Barbara était la partenaire de Mark aussi bien dans la vie que professionnellement. Nous avons l'habitude de nous rencontrer tous les trois au Caire, à Londres et à Francfort. Nous passions de longues heures à discuter de ce qui se passait dans le monde et en particulier en Égypte, un pays dont Mark comme Barbara étaient épris. Par la suite, je découvris que Barbara était personnellement engagée dans la défense de la liberté partout dans le monde et qu'elle utilisait l'édition de livres comme une arme contre l'ignorance, l'autoritarisme ainsi que contre tout ce qui privait les gens de leurs droits humains. Lorsque la révolution égyptienne éclata en 2011, Barbara lui apporta un soutien sans réserve. Elle se rendit au Caire et alla sur la place Tahrir pour écouter ce que les gens y disaient. Elle parla à tous les gens qu'elle connaissait de la révolution et de ses risques inhérents. Elle soutenait la révolution égyptienne autant que n'importe quel révolutionnaire égyptien.

Trois ans plus tard, lorsque le général Abdel Fatah el-Sissi prit le pouvoir, mon œuvre fut bannie d'Égypte.

À peu près à la même époque, je suggérai à Barbara de regrouper dans un livre qu'elle publierait tous mes articles consacrés à la révolution. Elle estimait que, mes romans ayant déjà été traduits dans plusieurs langues, j'étais reconnu comme auteur de fiction mais que mes articles devaient également être rendus accessibles aux lecteurs non arabes. Elle me dit que personne ne pouvait m'interdire de rendre ma pensée publique et que la meilleure réponse à ma mise à l'index serait d'éditer un recueil de mes articles. Barbara décida que le titre du livre serait *La démocratie est la solution* – la formule par laquelle je terminais tous mes articles. Le livre, publié à Londres, reçut un accueil très positif du lectorat anglais.

Quelques mois plus tard je revins à la charge : je suggérai à Barbara de mener avec moi une série de discussions sur le phénomène de la dictature au xx^e siècle, qui pourraient ensuite être publiées sous forme de livre. Cette idée l'enthousiasma et nous commençâmes à avoir des conversations régulières, consignées par ses deux collaborateurs. Barbara – une femme d'une grande culture – possède un talent remarquable pour conduire un débat. Notre conversation finit par aborder d'autres thèmes importants s'y rattachant et je commençai à rechercher des signes de dictature dans l'humanité en général. Quelle était la différence entre un jeune qui avait grandi en Chine ou en Égypte et un autre du même niveau d'éducation en Grande-Bretagne ou en Amérique? Comment des traces d'attitudes dictatoriales s'immiscent-elles dans le comportement du citoyen de tous les jours?

Je me souviendrai toujours de cette soirée, à Londres dans ma chambre de l'hôtel Gore. Je lisais quelques documents en préparation de notre nouvelle journée de discussions lorsque me vint une idée. Le lendemain,

je dis à Barbara que le sujet de nos entretiens était d'une telle gravité que la discussion n'était peut-être pas la meilleure façon de le présenter au public. Je lui dis que je voulais plutôt écrire une série d'articles. Elle accepta d'emblée et suggéra immédiatement que j'écrive mon étude sur la dictature sous la forme d'un rapport médical intitulé "Le syndrome de la dictature".

Mon agent littéraire et cher ami Charles Buchan trouva le concept séduisant et rédigea immédiatement un contrat. Nous convînmes tous de demander à Russell Harris, un traducteur chevronné, de transposer le texte en anglais.

Je commençai immédiatement à travailler sur le livre et j'en finis presque la moitié au Caire. Ma relation avec le régime égyptien s'était alors détériorée au point que ma présence dans mon propre pays représentait une menace à la fois pour moi et pour les membres de ma famille. Je copiai donc le livre à demi fini sur une clé USB que je cachai dans ma trousse de toilette entre le dentifrice et la crème à raser et je quittai le pays. Chaque fois que j'entrais ou sortais d'Égypte, les autorités m'écartaient de la file et fouillaient deux fois ma valise avant de me laisser partir. S'ils avaient trouvé le matériau d'un livre, ils l'auraient confisqué, l'auraient fait examiner par un comité composé d'officiers et, dans ce cas, j'aurais probablement été traîné devant un tribunal où j'aurais été à nouveau inculpé de "diffamation des institutions de l'État".

Cette forme de censure n'est qu'une des nombreuses raisons pour lesquelles je crois que, aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin de comprendre le syndrome de la dictature. À l'échelle mondiale, les victimes de la dictature sont plus nombreuses que celles de n'importe quelle maladie.

Une fois à New York, je repris mon travail. Les chapitres étaient traduits un par un et envoyés à Charles, qui les commentait d'une façon extrêmement pertinente, à l'instar du directeur des éditions Haus, Harry Hall.

Cher lecteur, ce livre est maintenant entre vos mains et j'espère que vous l'aimerez.

LE SYNDROME

J'avais dix ans lorsque éclata la guerre de 1967 entre l'Égypte et Israël. Gamal Abdel Nasser (1918-1970) était seul à la tête de l'Égypte et il réprimait violemment tous ceux qui s'opposaient à lui. Nonobstant son autoritarisme, Nasser avait adopté une politique socialiste révolutionnaire¹. Il avait nationalisé les grandes entreprises et saisi les biens des grands propriétaires terriens, qu'il avait distribués aux paysans. Pour la première fois, des millions de personnes pauvres pouvaient bénéficier d'une éducation gratuite, d'une assurance médicale, d'emplois dans le service public ainsi que de logements à des prix abordables. Nasser gagna en retour une popularité écrasante rarement atteinte par un dirigeant égyptien².

À cette époque, le peuple égyptien était tenu à l'écart de ce qui se passait dans le monde : la propagande nassérienne façonnait l'opinion publique en Égypte conformément aux instructions de l'appareil d'État. Les radios étrangères comme la BBC et la Voix de l'Amérique étaient constamment brouillées et les autorités dissuadaient les citoyens de les écouter, assurant qu'elles "diffusaient de la propagande antirévolutionnaire"³. Nasser estimait être un leader mondial responsable de la lutte

contre le colonialisme et, dans la droite ligne de sa conception du nationalisme arabe, il avait proclamé en 1958 une union entre l'Égypte et la Syrie. Toutefois le comportement autoritaire des hauts gradés égyptiens poussa les Syriens à se révolter et à faire sécession en 1961. Ensuite, en 1962, Nasser envoya l'armée égyptienne au Yémen pour soutenir les républicains contre les royalistes et il s'enlisa dans une guerre absurde qui provoqua la mort de milliers de soldats et l'épuisement des unités de combat les plus efficaces de l'armée. L'ampleur de la débâcle fut cachée au peuple égyptien et la machine d'information nassérienne parvint encore une fois à nous convaincre que notre armée nationale était la première force militaire du Moyen-Orient, qu'un jour elle écraserait en quelques heures l'armée israélienne et repousserait Israël à la mer, libérant ainsi une fois pour toutes la Palestine.

En mai 1967, les relations se tendirent entre Israël et la Syrie. Nasser donna l'ordre de regrouper d'importantes forces militaires dans l'est du pays et annonça la mise en œuvre du pacte de défense qu'il avait signé avec la Syrie⁴. Il demanda aux Nations unies de retirer leurs forces de sécurité de la frontière égyptienne puis décréta soudainement que les bateaux israéliens ne seraient pas autorisés à naviguer dans le golfe d'Aqaba. Tout semblait indiquer que Nasser se préparait à la guerre contre Israël, et nous, les Égyptiens, n'avions pas le moindre doute que nous allions vaincre Israël – à tel point que beaucoup de gens commençaient à parler du butin dont l'Égypte allait s'emparer après la victoire.

À cette époque, je vivais avec ma famille à Garden City, un quartier élégant du Caire dont les résidents

étaient pour la plupart de grands propriétaires terriens ou des hommes d'affaires qui avaient été les plus lésés par les nouvelles lois socialistes. En dépit de cela, tous, pendant la guerre, apportèrent un soutien enthousiaste à leur pays. Respectueux des instructions données par les responsables de la défense civile, les résidents couvrirent leurs fenêtres de peinture noire pour empêcher l'aviation de les prendre pour cibles. Des barrières de briques furent construites et des sacs de sable placés devant l'entrée des immeubles pour les protéger contre d'éventuels éclats de bombes. Je me souviens encore des slogans inscrits sur d'énormes banderoles que le gouvernorat du Caire avait suspendues dans les rues : "Si vous naviguez dans le golfe, nous vous jetterons aux loups" et "Nous irons boire notre thé sur la plage de Tel-Aviv".

Mon père, Abbas El Aswany – avocat et écrivain connu –, était socialiste mais il faisait partie des plus ardents opposants à Nasser. Bien que d'accord avec toutes les mesures socialistes mises en place par Nasser, il pensait qu'elles ne subsisteraient pas longtemps, estimant que des réalisations qui ne sont pas accompagnées de liberté n'ont pas de valeur (de fait, ses prédictions se révélèrent justes, car les avancées de Nasser se sont écroulées comme un château de cartes presque aussitôt après sa mort⁵). Je me souviens encore d'une phrase que mon père ne cessait de répéter : "Toutes les avancées socialistes ne valent absolument rien si la dignité d'une seule personne est menacée."

La guerre avec Israël éclata le matin du 5 juin 1967 et chacun brûlait de ferveur nationaliste – y compris mon père qui, dans les conversations qu'il avait avec moi, m'expliquait ainsi sa position :

“Je n’ai jamais cessé de m’opposer au dictateur Abdel Nasser, mais aujourd’hui, comme l’Égypte est entrée en guerre, je soutiens l’Égypte.”

Nous nous étions si profondément persuadés que chacun – même nous, les enfants – devait jouer un rôle dans la bataille que j’installai un petit bureau d’information sur notre balcon. Dans l’immeuble d’en face, nous avions comme voisins une famille italienne composée d’une grand-mère (Marta), de son fils, ainsi que de la femme et des enfants de celui-ci. J’aimais beaucoup “Tante Marta” et j’avais l’habitude de bavarder avec elle en français lorsqu’elle arrosait les abondantes fleurs de son balcon. Le matin où la guerre éclata, Tante Marta sourit et me salua gentiment. Elle me dit qu’elle aimait beaucoup l’Égypte et qu’elle souhaitait la défaite d’Israël. J’avais l’habitude de lui traduire les communiqués militaires retransmis par la radio. Je lui dis que nous avions abattu 23 avions israéliens. Un petit moment plus tard, je l’informai que le nombre s’élevait à 46, puis à 87. Lorsque je lui annonçai que, selon le dernier communiqué, nous avions abattu 200 avions israéliens, elle secoua la tête et me dit, avec de l’émotion dans la voix : “Écoute, mon garçon, votre gouvernement est en train de vous mentir. J’ai vécu la Seconde Guerre mondiale et il est impossible qu’autant d’avions aient été abattus en une seule journée.”

Naturellement, l’attitude de Tante Marta m’irrita et je cessai de lui traduire les communiqués militaires. L’appareil nassérien de propagande parvint à nous convaincre que nous avions infligé une défaite écrasante à Israël. Notre nation se laissa berner pendant deux longues journées, mais, le troisième

jour, les Égyptiens apprirent au réveil que l'Égypte avait accepté un cessez-le-feu et qu'elle avait déposé auprès des Nations unies une plainte contre Israël pour avoir attaqué l'armée égyptienne au moment où celle-ci se retirait du Sinaï. Cet horrible choc eut sur les Égyptiens l'effet d'un tremblement de terre. Je ne crois pas que nous nous en soyons remis même aujourd'hui.

Le 9 juin, le quatrième jour de la guerre, le désastre apparut dans toute son ampleur. Israël avait détruit l'aviation égyptienne le premier jour de la guerre et avait poursuivi en occupant le Sinaï, Gaza, la Cisjordanie, les hauteurs du Golan et Jérusalem-Est. C'était la plus humiliante défaite de l'histoire égyptienne⁶. Je me souviens encore que les amis de mon père s'étaient réunis dans notre immeuble, incapables de croire à ce qui était arrivé. Certains d'entre eux éclatèrent même en sanglots comme des enfants. Dans cette atmosphère de catastrophe, la télévision d'État annonça que notre leader, Nasser, allait s'adresser à la nation. Mon père était terriblement perturbé. Il était plus furieux que jamais contre Nasser qui non seulement était un tyran mais avait conduit l'Égypte au désastre et l'avait couverte de honte. Dans la soirée, Nasser apparut à la télévision, désespéré et épuisé. Il annonça que l'Égypte avait été victime d'une vaste conspiration, que les puissances colonialistes, ne se rendant pas compte que toute la nation arabe leur était hostile, le considéraient, lui, comme leur ennemi. Il confirma alors qu'il était "prêt à porter l'entière responsabilité de ce revers" (ainsi que par euphémisme il qualifiait la défaite). Il poursuivit en déclarant qu'il avait pris une décision pour laquelle il espérait avoir le soutien

des Égyptiens : se retirer de sa charge puis servir l'Égypte comme simple soldat. Dès qu'il termina son discours, dans toute l'Égypte, des millions de personnes sortirent précipitamment de chez elles pour envahir les rues, l'appelant à rester au pouvoir. J'avais regardé la télévision avec mon père et, lorsque nous entendîmes dans la rue les cris des multitudes qui lui demandaient de rester, mon père ne put en supporter davantage. Il me fit monter dans sa voiture et nous parcourûmes les rues envahies de manifestants. Tout à coup il s'arrêta et demanda à l'un d'eux :

— Pourquoi manifestez-vous ?

L'homme répondit :

— Nous ne voulons pas que Nasser parte.

Mon père lui demanda alors :

— Vous savez qu'Israël nous a vaincus et occupe notre terre ?

— Oui, je sais.

— C'est Nasser qui a provoqué cette défaite. Il doit donc partir.

Alors l'homme regarda mon père, l'air paniqué.

— Mais monsieur, si Nasser s'en va, qui va nous garder unis ?

— Avons-nous besoin de quelqu'un pour nous garder unis ? Est-ce que nous ne pouvons pas le faire tout seuls ?

Criant ces mots avec colère, mon père redémarrâ et s'éloigna de cet homme.

Deux jours après ces manifestations massives, Nasser annonça qu'il se soumettait à la volonté des masses et retira sa démission. Il resta au pouvoir trois années de plus, jusqu'à sa mort.

Aujourd'hui encore, l'abdication de Nasser suscite des divergences parmi les historiens. Ses opposants

estiment que les manifestations l'appelant à rester étaient organisées par l'appareil de sécurité, tandis que ses partisans considèrent que les manifestations ont été une réaction naturelle des masses. Pour ce que j'ai pu en voir de mes propres yeux, les gens se sont précipités dans les rues sans y avoir été conduits par personne. Je n'oublierai jamais l'expression de panique sur le visage de cet homme qui était incapable d'imaginer comment le pays pourrait rester uni si Nasser abandonnait le pouvoir.

Une fois adulte, en me rappelant cette conversation entre mon père et le manifestant, j'en eus une compréhension plus profonde que lorsque j'étais enfant. Pour moi, le point de vue de ce manifestant (et de millions d'autres) était bizarre, presque incompréhensible. Il va sans dire que, si de simples individus sont responsables de leurs propres fautes, à plus forte raison, un dirigeant qui inflige à son pays une aussi terrible défaite. Comment les Égyptiens pouvaient-ils ne pas lui demander des comptes et, au contraire, l'appeler à rester à son poste? Je comparai cet étrange état d'esprit à ce qui s'était passé en Grande-Bretagne le 8 mai 1945 lorsque Winston Churchill annonça la reddition de l'Allemagne et la victoire britannique mettant fin à la Seconde Guerre mondiale. Les Britanniques voyaient en Churchill leur héros, mais, aux premières élections après la guerre (en juillet de la même année), ils ne lui apportèrent pas leurs suffrages. Le peuple britannique se rendit compte que l'homme qui était le plus capable de les diriger en temps de guerre n'était pas nécessairement celui qui convenait en temps de paix et ils élurent un autre Premier ministre, porteur d'une

autre vision du processus de reconstruction de la Grande-Bretagne après la guerre.

Pourquoi les Égyptiens voulaient-ils conserver leur leader vaincu alors que les Britanniques décidaient de remplacer leur leader victorieux? Une réponse simpliste à cette question est de dire que l'islam, religion de la majorité des Égyptiens, est tellement inadapté à la démocratie qu'il prédispose les musulmans à l'autoritarisme. Toutefois cet argument simpliste tombe de lui-même si l'on se souvient que la dictature a existé en Argentine, en Italie, en Espagne, en Allemagne, au Portugal, au Chili et dans de nombreux autres pays non musulmans. Si la religion n'en est pas la cause, pourquoi donc les Égyptiens se sont-ils comportés différemment des Britanniques? Pourquoi la victoire de Churchill n'a-t-elle pas poussé les Britanniques à le réélire et pourquoi les Égyptiens étaient-ils plus préoccupés par le maintien de Nasser que par la défaite et l'occupation du pays?

La question me taraudait et je ne lui trouvais pas de réponse convaincante jusqu'à ce que je tombe sur Étienne de La Boétie. Ce philosophe français du xvi^e siècle est mort jeune, laissant derrière lui un court essai publié à titre posthume : *Le Discours de la servitude volontaire*⁷. Dans cet essai, il expose les notions suivantes :

Premièrement : la liberté est une disposition naturelle de l'humanité. La Boétie constate que les animaux naissent libres et que leur propension naturelle les pousse à défendre leur liberté avec toute la force dont ils disposent. Nous ne pouvons pas déposséder un animal de sa liberté sans lui causer de douleur. Chaque animal lutte vaillamment pour

défendre sa liberté, et non seulement la plupart des animaux préfèrent la mort à la servitude, mais les éléphants, par exemple, se battent le plus longtemps possible contre les chasseurs et lorsqu'ils sentent qu'ils sont au bord de la défaite, ils recourent à un dernier stratagème : ils heurtent les arbres avec leurs mâchoires et, dans un dernier effort pour acheter la grâce du chasseur, ils brisent leurs défenses dans l'espoir que le sacrifice de celles-ci rachète leur liberté. Les animaux vont jusqu'à cette extrémité pour conserver leur liberté. L'humanité est née libre comme les animaux, à la différence que parfois nous abandonnons volontairement notre liberté et acceptons une vie de soumission sous la loi du tyran.

Deuxièmement : le tyran est un individu. La Boétie déclare que le tyran n'est rien de plus qu'un individu, qui ne pourrait guère obtenir l'obéissance d'un peuple entier si ce peuple ne lui accordait pas cette obéissance de son propre consentement. D'où il découle qu'une dictature – un pays dirigé par un chef d'État doté de tous les pouvoirs sur les politiques de l'État, les forces armées et les services de sécurité, qui écrase l'opposition politique et élimine toutes formes de contestation – n'a pas été établie par la seule volonté du tyran. Elle est une relation humaine dans laquelle deux parties sont nécessaires : le tyran qui décide d'imposer son joug et le peuple qui a accepté ce joug.

Troisièmement : la servitude volontaire. Au moment où une population renonce à certaines libertés ou se soumet, suite à une conquête ou à une imposture, à la volonté d'un individu, cet individu devient un dictateur. C'est là que s'ouvre le débat entre les dispositions naturelles et la coutume : la

disposition naturelle qui pousse une personne à défendre sa liberté (comme le ferait un animal) et la coutume qu'un peuple acquiert à travers une longue soumission à la volonté d'un tyran. La coutume prend le dessus sur les dispositions naturelles et, parce qu'elles n'ont rien connu d'autre, des générations apparaissent qui sont complètement habituées à l'idée de l'autoritarisme. L'accoutumance à l'autoritarisme est comparée par La Boétie à celle d'un cheval qui résiste au débouillage et rejette son cavalier jusqu'à ce que, finalement, il se soumette et non seulement s'abandonne à sa direction mais commence à caracoler fièrement sous la selle et le mors qui sont les symboles de sa servitude. Ainsi, des générations grandissent sous la férule d'un dictateur et ne comprennent pas plus la signification de la liberté qu'ils n'en ressentent la nécessité – car, comme le remarque La Boétie, une personne ne peut pas regretter une chose qu'elle n'a jamais possédée. Toutefois il y a heureusement quelques individus qui aspirent à la liberté car, même s'ils n'ont jamais eu le bonheur d'en jouir, ils sont capables de l'imaginer. Ce sont ces individus qui vont rejeter la servitude et lutter pour se libérer.

Après la mort de Nasser, le grand écrivain égyptien Tawfiq al-Hakim écrivit un livre intitulé *Le Retour de la conscience*⁸ (1974) dans lequel il se reprochait d'avoir apporté son soutien à Nasser et d'avoir ignoré les signes clairs et nombreux qui montraient que les décisions de Nasser étaient erronées, qu'elles étaient prises sous l'empire de l'émotion et qu'elles avaient entraîné les catastrophes dont les Égyptiens sont aujourd'hui encore les victimes. Al-Hakim considérait avoir abandonné sa conscience à la

tyrannie charismatique de Nasser. Ce qu'il écrit est applicable à des millions d'Égyptiens :

Nasser nous a jeté un tel sort que nous ne réalisons même pas que nous étions ensorcelés. Peut-être était-ce sa magie propre comme on le dit ou peut-être était-ce le rêve lui-même qui nous avait donné de tels espoirs et de telles promesses. Ou plus encore était-ce cette merveilleuse image façonnée pour nous des réalisations révolutionnaires qui nous avait transformés en instruments de sa propagande envahissante. Avec tous ses tambours, ses pipeaux et ses hymnes, ses chansons et ses films, nous avons fini par nous considérer comme un grand État industriel à l'avant-garde du monde développé dans le domaine des réformes agraires et comme la force dirigeante du Moyen-Orient. C'était le visage de ce leader adoré qui emplissait les écrans des télévisions, qui nous regardait du haut des tribunes érigées pour les rassemblements politiques. Lorsqu'il nous parlait pendant des heures, nous disant ce que nous avons été et ce que maintenant nous étions devenus, sans nous laisser le temps de discuter ou de réfléchir, pour commenter ou corriger, tout ce que nous pouvions faire, c'était croire et applaudir jusqu'à ce que nos mains nous fassent mal⁹.

Pour la première fois, je tenais une explication convaincante de la façon dont les Égyptiens se raccrochaient à leur leader vaincu. Les gens qui se soumettent à un dictateur perdent leur aspiration à la liberté et se comportent à la manière d'un malade qui semble ensorcelé, hypnotisé, inconscient. Les Égyptiens étaient frappés du fléau de la soumission

à un dictateur et ils se raccrochaient à lui après qu'il leur avait apporté la défaite, tandis que les Anglais jouissaient de la bonne santé psychologique qui leur faisait élire un Premier ministre autre que Churchill, l'homme qui les avait conduits à la victoire. On peut envisager de comparer les gens gouvernés par un dictateur à des malades mentaux : non seulement ils n'ont pas besoin de liberté et ne luttent pas pour la conquérir, mais ils ne peuvent pas imaginer une vie sans le dictateur qui les protège et dont ils épousent la volonté. La médecine reconnaît qu'une maladie est une chose qui affecte les gens et les empêche de s'épanouir dans leur vie personnelle et professionnelle. Par conséquent la soumission à un dictateur est une maladie qui affecte les individus et les peuples, à l'image de ce manifestant que j'ai vu paniqué par la démission de Nasser. Par ailleurs les études confirment que, aussi différents que puissent être leur culture, leur origine sociale ou leur niveau d'études, tous les tyrans – une fois au pouvoir – sont faits de la même étoffe¹⁰. Mouammar Kadhafi, Saddam Hussein, Gamal Abdel Nasser, Jean Bédel Bokassa, Adolf Hitler, Benito Mussolini, Francisco Franco et António de Oliveira Salazar, pour n'en mentionner qu'un petit nombre, sont des tyrans apparus dans des pays différents et des circonstances variées, mais une fois arrivés au pouvoir, ils se sont comportés et ont pensé d'une façon semblable. Dans un article intitulé "La psychologie du tyran", le Dr Azzam Amin déclare que "tous les tyrans souffrent de narcissisme et de mégalomanie, de paranoïa et de sadisme¹¹".

La dictature constitue donc la relation malade entre un chef d'État et son peuple, et les symptômes

de la dictature se manifestent de la même façon à travers tous les mécanismes de l'autoritarisme. La présence de plusieurs symptômes qui se répètent selon le même mode fait de cette maladie, dans le langage médical, un *syndrome*. Jusqu'à quand notre monde continuera à souffrir du syndrome de la dictature ?

Les discussions sur la dictature, aux États-Unis et en Europe occidentale, ont acquis une dimension exotique car, depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Europe a rarement connu la dictature. Mais lorsqu'il s'agit de l'Afrique, de l'Asie, du Moyen-Orient et de l'Amérique latine, la dictature n'est pas un récit exotique mais une douloureuse réalité que doivent affronter des millions d'individus. Une recherche publiée en 2017 par Freedom House – “chien de garde” des libertés et de la démocratie – sur la base de la Déclaration universelle des droits de l'homme montre que, sur les 195 États couverts par cette étude, l'on compte 87 pays libres, 49 non libres et 59 partiellement libres. Sur une population mondiale de 7,4 milliards d'habitants, seulement 39 % jouissent d'une complète liberté, alors que 36 % sont privés de liberté et 25 % bénéficient d'une liberté partielle¹². Il y a donc des milliards de personnes qui vivent sous des régimes autoritaires avec tout ce que ce terme entraîne en matière de violation des libertés, d'atteintes aux droits de l'homme, d'arrestations, de tortures, d'exécutions extrajudiciaires, de corruption, d'inefficacité, de pauvreté, d'ignorance, de maladies infectieuses et d'injustice sociale.

La dictature est une maladie qui représente un danger pour l'humanité et qui doit être soignée.

La première étape du traitement de n'importe quelle maladie est d'étudier ses causes, les circonstances de son apparition ainsi que les symptômes et complications qu'elle entraîne à la fois chez le peuple et chez le dictateur. C'est ce que nous allons faire dans ce livre.